



Au-delà de l'« urbanisation planétaire » : refonder la recherche urbaine contemporaine

Matthieu Giroud

Recensé : *Implosions/Explosions. Towards a Study of Planetary Urbanization*, Neil Brenner (dir.), Berlin, Jovis, 2014.

L'ouvrage Implosions/Explosions. Towards a Study of Planetary Urbanization s'inscrit dans la longue tradition de la critique urbaine. Son ambition est de reprendre la thèse de « l'urbanisation planétaire » développée par Henri Lefebvre et de nous donner à réfléchir à une possible refonte théorique des études urbaines.

Implosions/Explosions. Towards a Study of Planetary Urbanization s'appuie sur une thèse forte, largement reprise de la pensée d'Henri Lefebvre : celle de l'existence d'une urbanisation « planétaire », « globale », « généralisée », « complète »¹. Coordonné par Neil Brenner, l'ouvrage ambitionne de refonder d'un point de vue théorique les études urbaines contemporaines.

Un objet éditorial singulier

En termes éditoriaux, cet ouvrage volumineux (570 pages) apparaît difficile à classer. Il s'appuie, en effet, sur trente-trois textes réunis en sept parties, mais qui ont été écrits à des époques, et donc dans des contextes, différents : onze textes « classiques d'arrière-plan », écrits entre 1970 et 2007, dont deux de Henri Lefebvre, en ouverture et en clôture du livre ; quatorze « textes récents » écrits entre 2011 et 2013 ; huit « textes de commande en vue de l'ouvrage ». Cette épaisseur temporelle a pour but d'asseoir la légitimité non pas de l'ouvrage lui-même mais de l'entreprise de refonte théorique qu'il comporte. Mais il s'agit d'une hétérogénéité de façade puisque tous les textes, essais ou articles plus « empiriques » s'articulent logiquement autour de la thèse de l'urbanisation planétaire et du « mythe » que constitue désormais la pensée d'Henri Lefebvre chez certains collègues anglophones.

Cette construction éditoriale originale et cette apparente cohérence de fond ont deux principaux défauts : l'ensemble apparaît extrêmement répétitif, notamment dans les références à certains auteurs « classiques » comme Henri Lefebvre, bien entendu, mais aussi Manuel Castells, David Harvey ou Edward W. Soja, et donc sur l'exposé d'idées très générales qui passent d'un auteur à l'autre durant cette période. L'autre écueil concerne l'apparente univocité programmatique de l'ensemble : quelques nuances apparaissent ici ou là, mais, dans l'ensemble, l'ouvrage donne trop peu de place à d'éventuelles voix discordantes, tout comme il occulte trop rapidement les désaccords théoriques qui existent pourtant entre certains auteurs. On a donc ici un ouvrage qui n'est ni un *reader*, ni un essai, ni un ouvrage de recherche, même si ce livre sert, de fait, de tribune aux réflexions et résultats de l'équipe de Neil Brenner à Harvard (Urban Theory Lab) ou de celle de

¹ Terme utilisé par le penseur français.

Christian Schmid à Zurich (ETH Studio Basel) – en somme, un ouvrage à la fois très lisse dans sa logique et potentiellement source de controverses puisqu'il a pour ambition de jeter un « pavé dans la mare » des études urbaines.

Un *aggiornamento* théorique

Pour Brenner et certains autres auteurs de l'ouvrage, l'*aggiornamento* doit être théorique pour qu'il puisse être politique. Afin tout simplement d'envisager ce qui constitue la « condition urbaine mondiale contemporaine » (p. 334) et penser les alternatives du point de vue économique et politique, il est urgent pour les études urbaines de s'affranchir de toute une panoplie de catégories et de concepts désormais dépassés et surtout néfastes car extrêmement performants auprès des agents de la sphère techno-politique. L'ouvrage enjoint ainsi à délaissier toutes les catégories qui distingueraient un « urbain » d'un « rural », toutes celles qui décrivent un type d'emplacement circonscrit – la « ville », la métropole, la mégalopole, l'*edge city*, etc. – bref, à délaissier le discret pour le continu, de remplacer le lieu par le processus (p. 382), de substituer le figé par le dynamique.

Privilégier un nouveau lexique pour décrire les processus d'urbanisation (ce sur quoi l'ouvrage est convaincant), mais aussi de nouvelles façons de les analyser (ce sur quoi l'ouvrage l'est moins), serait la condition *sine qua non* pour pouvoir saisir et comprendre les géographies instables et évolutives, ainsi que les formes de différenciation socio-spatiale produites par le capitalisme du début du XXI^e siècle. Là se situe le premier niveau de critique d'ordre politique du projet de Brenner : analyser les formes et les processus associés au développement spatial – qualifié d'urbanisation – de l'économie capitaliste, une urbanisation certes inégale mais complète du capital, qui comporte dialectiquement des dynamiques « d'implosion » (processus de concentration et d'agglomération) et « d'explosion » des espaces urbains (urbanisation étendue/diffuse ; extension du tissu urbain ; interconnexion entre les lieux et les échelles), ainsi que des processus de destruction et de création spatiales (ce que traduit le concept de « destruction créatrice » que David Harvey a repris à l'économiste Joseph Schumpeter).

Déconstruire les « visions erronées » de l'urbanisation contemporaine

Le second niveau de critique politique s'attaque à la causalité entre « diagnostic » de l'état urbain du monde et mise en œuvre concrète de politiques publiques. Pour plusieurs auteurs de l'ouvrage, et en particulier Neil Brenner, les concepts qui délimitent et circonscrivent le réel urbain propagent une vision erronée du monde, largement relayée par les experts qui nourrissent l'action des organisations internationales et des gouvernements publics. L'enjeu est donc d'abord de déconstruire ces visions « techno-scientifiques » de l'urbanisation du monde (autour du paradigme de « l'âge urbain ») et les politiques qui en découlent – notamment celles qui consistent à toujours plus de concentration d'équipements, d'investissements, de populations dans les métropoles les plus prospères économiquement.

Mais il s'agit aussi de faire émerger d'autres problématiques, de mettre en valeur de nouvelles « différences » (p. 426) qui, envisagées politiquement et stratégiquement, pourraient mener à davantage d'équité territoriale et sociale. L'important n'est pas tant le constat de l'existence d'une urbanisation à l'échelle planétaire² que de s'interroger à la fois sur les fondements idéologiques sur lesquels il repose et les versions politiques qu'on en a déclinées. C'est précisément en cela que des auteurs – tous cités dans l'ouvrage – comme Jürgen Habermas, Herbert Marcuse, Jean-Luc Nancy et, bien entendu, Henri Lefebvre apparaissent comme des précurseurs. La critique de ce dernier

² Une telle thèse est défendue tout au long du XX^e siècle par de multiples penseurs aussi variés qu'Ebenezer Howard, Patrick Geddes, ou encore Constantinos A. Doxiadis et R. Buckminster Fuller, comme le montre Nikos Katsikis dans son excellent texte (chap. 29).

porte précisément sur l'idéologie techno-scientifique qui sous-tend l'expertise, cette « technoscience » influente faite de descriptions statistiques et cartographiques qui ignore les contextes sociaux, économiques et politiques et les conflits que l'urbanisation planétaire provoquent : pour Lefebvre, et donc pour Brenner, au contraire, l'espace n'est pas neutre politiquement mais profondément idéologique et donc stratégique.

Ceci amène au troisième niveau de critique politique du projet de Brenner. Promouvoir l'urbanisation planétaire, grâce à un nouvel outillage théorique, conduit à reconnecter, du double point de vue analytique et stratégique, les différentes formes de « dépossession » que le capitalisme produit à travers sa quête effrénée d'accumulation ; ce qui ouvre dès lors la voie à la possibilité de penser de manière conjointe et articulée les différentes forces qui contestent de telles dynamiques de prédation capitalistes (p. 199). Puisqu'elles partagent, au nom de l'existence d'une urbanisation généralisée, une même « condition urbaine » faite de dépossession, d'éviction, de cloisonnement, d'injustice et de destructions créatrices, les luttes des paysans, des petits propriétaires terriens, des populations indigènes qui se déroulent sur les terres de l'urbanisation diffuse doivent être rapprochées de celles menées dans les espaces de la concentration – par exemple, par les Indignés ou le mouvement Occupy. C'est précisément en cela que, dans le sillage de Henri Lefebvre, les auteurs insistent sur le fait que la révolution sera forcément « urbaine »...

Contre la tradition empirique positiviste

Dernier élément de critique politique : l'ambition théorique clairement affichée de l'ouvrage est une attaque à ce que Brenner mais aussi Andy Merrifield appellent la « tradition empiriste positiviste », non seulement celle déjà évoquée des experts et des technocrates fascinés par la quantification et sa prétendue objectivité, mais aussi celle des chercheurs en sciences sociales qui « privilégient les investigations concrètes et la production de représentations graphiques plutôt que d'interroger les présupposés conceptuels qui les fondent » (p. 331). Tous – experts, technocrates, chercheurs – participeraient au même système. Et un des rouages de ce système concerne les dispositifs de financement de la recherche publique qui privilégient la collecte de données empiriques (p. 388) dans le seul but de fournir les experts économiques et politiques, publics ou privés. Ceci constitue une approche dominante de ce qu'est, selon eux, « faire de la recherche » – à savoir « amasser des données » – qui s'est imposée aux dépens d'une pensée approfondie des phénomènes, qui implique formulation de concepts et engagement politique.

Dans un tel contexte, et même si la théorisation « pure », c'est-à-dire sans contenu, soulève auprès des auteurs quelques questions, faire de la théorie relève, selon Brenner ou Merrifield, d'une posture de recherche subversive. Un tel plaidoyer peut laisser sceptique tant on sait par ailleurs à quel point les chercheurs en sciences sociales, même « critiques », sont contraints par des politiques universitaires et éditoriales qui poussent à la publication et aux performances bibliométriques. Et la solution dans cette course à la publication est précisément de faire de la théorie, puisque la théorie ne force pas à se confronter au terrain, ce qui, on le sait, demande du temps. Le résultat est souvent décevant, ou du moins frustrant, avec des articles très solides théoriquement mais pauvres méthodologiquement et empiriquement. Cet ouvrage témoigne d'une telle contradiction. Théoriser, c'est convaincre par la démonstration, c'est entretenir une relation – qui peut être dialectique ou non – avec les faits, qui peut être médiatisée par des postures d'observation. Or, ici, cette relation apparaît trop souvent dominée par l'abstraction ou par un manque de précision, ce qui pose, bien sûr, la question de sa légitimité.

Cette contradiction, ce décalage entre méta-théorisation et concrétisation de la recherche, conduit à poser quelques propositions d'ouverture, en particulier dans une réflexion qui engage la refondation théorique des études urbaines.

Quelle refondation des études urbaines ?

Il apparaît en premier lieu important d'étudier de plus près les processus qui conduisent au passage du « non-urbain » à « l'urbain », ou, pour le dire avec les mots de Lefebvre, de dépasser l'étude des formes urbaines pour atteindre celle des processus d'urbanisation, et ce à toutes les échelles spatiales : un seul texte dans l'ouvrage, très intéressant – celui d'Álvaro Sevilla-Buitrago (chap. 16) –, aborde frontalement cette question, pourtant au cœur de la thèse défendue, en interprétant le processus de remembrement (« *enclosure* ») de la campagne britannique comme forme d'« urbanisation étendue ». Il s'agit donc d'étudier « les processus d'urbanisation dans leur totalité », ce qui doit conduire, si l'on suit la proposition de David Wachsmuth (p. 377), à délaisser toute forme de « *cityism* » méthodologique (dont l'écueil est d'isoler et de naturaliser la ville dans l'étude des processus urbains, alors que la non-ville est tout aussi significative). Mais il s'agit aussi de regarder de plus près ce que Christian Schmid appelle « les différences dans la nature de l'urbain » (p. 406). Même si, en l'état, l'ouvrage manque d'éléments concrets d'analyse de ces processus d'urbanisation dans toute leur variété, John Friedmann, en conclusion, ouvre une piste bienvenue : « “Devenir urbain” peut être le terme descriptif général, mais ce qui en fin de compte importe le plus réside dans les histoires de détail » (p. 559). Sans l'étude de ces différences, des écarts d'intensité du processus d'urbanisation et surtout de ses effets sociaux, la thèse de l'urbanisation planétaire semble sous la menace d'un processus de fétichisation (ce dont témoigne quelque peu l'ouvrage), de dilution et, finalement, d'une perte de sa substance et de son pouvoir heuristique (au sens d'art d'inventer).

Seconde piste qui découle de ce qui vient d'être dit : en plus de travailler sur ce qui fait la « condition urbaine », ne faudrait-il pas aussi observer avec attention ce qui constitue dans ces nouvelles conditions l'« expérience urbaine »³ des populations ? Comment l'urbain (au sens de la théorie de l'ouvrage) est-il concrètement appréhendé, approprié et produit par les populations et les individus ? Comment « l'urbain », façonné par les nouvelles logiques et exigences du capitalisme contemporain, est-il subi, retravaillé, contourné, détourné, combattu par les gens « ordinaires » ? Certes, on peut apporter quelques éléments de réponses, comme le font, par exemple, David J. Madden et Andy Merrifield dans l'ouvrage, en utilisant les théories et les concepts des études sur les mouvements sociaux (que ce soit en termes de droit à la ville – « trop vaste et trop étroit », comme l'affirme Merrifield dans une très bonne critique de la notion (chap. 31) – ou de *politics of the encounter*) ; mais l'expérience urbaine est aussi celle qui traverse le quotidien, la banalité, l'habitude ou l'inattendu, le répété comme l'instantané. Étudier les processus d'urbanisation ne peut écarter la dimension structurante de la question sociale que constituent les pratiques spatiales et les modes d'appropriation de l'urbain. Sur ce point, l'ouvrage apparaît malheureusement assez indigent : les rares travaux empiriques exposés s'appuient sur des cartographies figées (problème reconnu par Brenner lui-même, p. 454), des « vues du ciel » – se rapprochant parfois de celles-là même que Lefebvre n'a cessé de critiquer.

Un concept comme celui « d'expérience urbaine » permettrait sans doute de tenir en tension, à travers la médiation du niveau méso-« urbain », les transformations structurelles globales (celles du capitalisme contemporain) et leur « réception » (dont le sens est très large) par les populations, et donc d'articuler deux traditions théoriques, dont l'opposition apparaît souvent stérile, à savoir structuralisme et phénoménologie (ce qu'a d'ailleurs tenté de faire Henri Lefebvre il y a plus de soixante ans avec son concept de « vie quotidienne »).

Pour conclure, cet ouvrage ambitieux, mais non moins passionnant, pose une question fondamentale : que faire, en tant que chercheurs, face à un tel programme et à une telle ambition théorique ? Devons-nous nous contenter de l'amender (en l'améliorant) ? Quelle autre alternative théorique, ou « carte cognitive des formations urbaines émergentes », pour citer Neil Brenner (p. 331), pouvons-nous éventuellement y opposer et défendre ? En existe-t-il vraiment d'autres ?

³ Pour reprendre le titre d'un ouvrage de David Harvey (1989).

Bibliographie

Harvey, David. 1989. *The Urban Experience*, Baltimore : Johns Hopkins University Press.

Matthieu Giroud est maître de conférences en géographie à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée. Il est membre du laboratoire ACP (Analyse comparée des pouvoirs). Ses recherches portent en particulier sur les effets sociaux de la gentrification (résistances, évictions). Il a coordonné la traduction de l'ouvrage de David Harvey *Paris, capitale de la modernité* (Paris, Éditions des Prairies ordinaires, 2012) et, avec Cécile Gintrac, le recueil de textes de traduction *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain* (Paris, Éditions des Prairies ordinaires, 2014). Il a en outre participé à la rédaction de l'ouvrage *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, avec Hadrien Dubucs, Françoise Dureau et Christophe Imbert (Paris, Armand Colin, 2014).

Pour citer cet article :

Matthieu Giroud, « Au-delà de “l'urbanisation planétaire” : refonder la recherche urbaine contemporaine », *Métropolitiques*, 9 octobre 2015. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Au-dela-de-l-urbanisation.html>.